

# 1920 : LA SCISSION DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS ET LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE (SFIC)

par Pierre MILÉO - CREAL76

docteur en histoire de l'Université de Rouen-Normandie  
histoire sociale et contemporaine.



Cette nouvelle brochure du CREAL76 élaborée par Pierre Miléo, docteur en histoire, donne quelques clés de compréhension sur la fracturation du monde ouvrier puis syndical pendant et après le conflit mondial de 1914-1918.

Depuis avril 1905 au congrès du Globe à Paris, quelques mois avant l'adoption de la Loi de séparation des Églises et de l'État, l'unité s'était faite à gauche au sein de la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière).

Mais l'adhésion des dirigeants de la SFIO et de la CGT à l'Union sacrée belliciste dès août 1914 après l'assassinat de Jean Jaurès le 31 juillet, sera favorable aux forces conservatrices et religieuses, au retour des congrégations interdites depuis 1904, à la reconnaissance du Vatican comme État et ce malgré les mobilisations sociales

d'ampleur à partir de 1917. C'est dans ce contexte, détaillé dans cette brochure, que naît en 1920 à Tours, la SFIC (Section française de l'internationale communiste) qui deviendra le Parti communiste en 1921.

Le CREAL76 qui entend lier combat laïque et combat social, n'est évidemment pas indifférent – à l'instar de Jaurès – à la question de l'unité dont la laïcité est une condition. À cet égard, un siècle après, le congrès de Tours laisse encore des traces dans le paysage syndical et politique. L'étymologie nous indique que le mot *laïque* vient du grec *laos* qui signifie le peuple uni dont il s'agit d'affirmer les droits, à l'opposé des clercs (kléros) « *fraction de la société [...] qui pense avoir reçu la mission de gouverner le reste des humains* » selon Ferdinand Buisson.

La fin du premier conflit mondial (1914-1918) s'est traduite, pour le mouvement ouvrier international et le mouvement français, en particulier, par de profondes transformations. La faillite de la Seconde Internationale ouvrière, incapable d'empêcher l'affrontement des puissances impérialistes, aggravée par la politique de « l'union sacrée », à laquelle les dirigeants de ses sections nationales adhèrent, provoquent de grands bouleversements dans le mouvement ouvrier européen. Le plus retentissant est celui de la révolution soviétique qui a commencé en 1917. Ses responsables qui triomphent en 1920, ont refusé de participer à l'Union sacrée. « La grande lueur [qui s'est levée] à l'est<sup>1</sup> » ébranle tous les partis socialistes européens, au premier rang desquels la SFIO dont beaucoup de ses militants y voient un nouvel espoir d'avènement de la société socialiste mondiale. La rupture qui s'est opérée en Russie doit pouvoir avoir lieu en France mais pour cela il faut adhérer à la nouvelle Internationale que les dirigeants soviétiques viennent de

créer à Moscou (2 mars 1919). Ces derniers appellent les partis ouvriers du monde entier à y participer pour conduire la révolution prolétarienne mondiale qu'ils ont initiée.

Mais quels sont les éléments qui amènent les ouvriers français à s'intéresser à la révolution russe ? Pourquoi un événement, qui a tardé à être pris en compte par les militants socialistes français, se révèle-t-il, brusquement, si enthousiasmant pour la majorité d'entre eux, à partir du début de l'année 1919 et quelles perspectives peut-il ouvrir pour emporter leur adhésion ?

Afin de répondre à ces questions, il convient de retracer rapidement l'état de la classe ouvrière française au sortir du premier conflit mondial, puis d'examiner les débats qui ont lieu à partir de 1917 dans la SFIO, les évolutions qui s'y opèrent et qui aboutissent aux décisions du congrès de Tours, en décembre 1920. Enfin, nous examinerons rapidement les conséquences immédiates de ses décisions, pour le mouvement ouvrier français.

### Situation de la classe ouvrière française à la fin de la Première Guerre mondiale :

Le bilan du premier conflit mondial est terrible pour la France. Elle est le pays qui compte le plus de pertes au combat (1 383 000) avec un rapport de 34 morts pour 1 000 habitants, sans compter les mutilés, invalides, veuves et orphelins. Ce sont les ouvriers et paysans auxquels on peut joindre les instituteurs qui ont payé le plus lourd tribut dans ce décompte. La démographie du pays s'en trouve durablement affectée. Sur le plan économique, pour soutenir l'effort de guerre, le gouvernement a dû s'endetter lourdement auprès des pays alliés qui entendent être remboursés. En outre, le pays doit déplorer aussi la destruction de dix départements sur lesquels ont eu lieu le plus fort des combats et bombardements dont ceux du Nord, du Pas-de-Calais et de Moselle qui concentrent une bonne partie des sources énergétiques (mines) et de l'industrie lourde du pays. Il faut presque dix ans pour les reconstruire. L'Allemagne, vaincue, a un bilan certes moins lourd, mais qui ne lui permettra jamais de payer les « réparations de guerre » que la France exige au terme du traité de Versailles. Or, les

gouvernants français comptent sur ces rentrées financières pour rembourser leurs emprunts. Les banquiers internationaux ont bien sûr fait les calculs et ne croient pas non plus aux capacités, sinon à la volonté de l'Allemagne de rembourser les « réparations » qu'on lui impose. D'autant que les alliés ne sont pas d'accord sur le montant de ces réparations. Aussi le franc qui s'est affaibli depuis 1914 avec l'inflation consécutive aux dépenses de la guerre et à la pénurie du ravitaillement, est à nouveau sérieusement attaqué, comme le montre le tableau ci-dessous :

	1914	1919	1920
1 \$	5,18 F	10,87 F	15,00 F
1 £	25,5 F	41,80 F	59,00 F

Parité du franc par rapport au dollar et à la livre de 1914 à 1920<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Cf. Jules Romains, cité par Georges Lefranc, « Le socialisme français » dans Jacques Droz, *Histoire générale du socialisme de 1918 à 1945*, T. 3, Paris, PUF, 1997, p. 353

<sup>2</sup> Cf. Jean-Jacques Becker et Serge Bernstein, *Victoire et frustrations 1914-1929*, p. 345

Enfin, il faut reconvertir l'industrie de guerre en une industrie de reconstruction et, en même temps, réintégrer les combattants survivants dans le processus de production. Outre les problèmes sociaux inhérents à de telles opérations, les conditions du travail en usine, à l'atelier ou dans les bureaux ont considérablement changé, pendant la guerre, avec l'apparition de techniques rationalisant la production pour la rendre plus massive et augmenter sa rentabilité.

Ces dernières difficultés n'ont pas attendu la fin de la guerre pour apparaître et générer un mécontentement collectif qui initie les premiers mouvements de grève dès 1916. Les salaires ne suivant pas le rythme de l'inflation, les obstacles dans le ravitaillement et les conditions de travail de plus en plus dégradées, les licenciements dans certains secteurs industriels, lors du retour des soldats survivants qui doivent reprendre leur emploi d'avant-guerre, maintiennent un climat social tendu, à partir de 1917 et jusqu'en 1920. En 1919, les journées de grèves doublent par rapport à 1917. Une vague d'adhésion syndicale porte les effectifs de la CGT à près de 1 200 000 adhérents, au congrès de Lyon, du 15 au 21 septembre 1919<sup>3</sup>. En l'espace de trois ans la centrale syndicale a triplé ses effectifs. Le 29 mars, est prononcé l'acquittement de l'assassin de Jaurès, Raoul Villain<sup>4</sup>. Ce verdict soulève l'indignation des ouvriers parisiens qui protestent dans une manifestation rassemblant 100 000 participants et déclenche des mouvements revendicatifs dans la métallurgie parisienne, les mines, les banques, qui culminent le 1<sup>er</sup> mai 1919. Pour tenter de calmer l'effervescence sociale qui s'installe, Clemenceau (1841-1929), accorde les conventions collectives (25 mars) et la journée de huit heures sans diminution de salaire (23 mars). Une première fois la situation se détend vers la fin mai 1919, les directions syndicales refusant de coordonner les divers mouvements qui éclatent dans le pays. Mais elle se dégrade à nouveau au printemps 1920, où les cheminots réclament la nationalisation de leurs entreprises, l'obtention d'un statut commun à toutes les industries ferroviaires et l'augmentation de leurs salaires<sup>5</sup>. Les compagnies et le gouvernement refusent de concert de satisfaire ces revendications. En mai, l'entrée en grève des cheminots paralyse le pays et ils appellent la direc-

tion de la CGT à déclencher la grève générale mais cette dernière refuse. Le 20 de ce mois, elle appelle à la reprise. La répression s'abat alors sur les grévistes : 18 000 agents des compagnies de chemin de fer sont licenciés et des poursuites judiciaires engagées par le gouvernement aboutissent à la dissolution de la CGT<sup>6</sup>. L'échec du mouvement social provoque la décreue des adhésions syndicales, importante notamment chez les cheminots dont les effectifs passent de 180 000 à 90 000. À cette dérouté sociale, il faut ajouter celle de la SFIO qui a eu lieu en novembre 1919 sur le plan électoral, ouvrant la voie à une reprise du pouvoir politique par les partis de droite du Bloc national. Les directions traditionnelles du mouvement ouvrier français, tant syndicale que politique, sont remises en cause par une partie de leurs militants. Car la situation sociale qui prévaut en France est celle qui a lieu dans tous les pays européens qui ont participé au conflit mondial, surtout dans les pays « vaincus ». En cette fin d'année 1920, la classe ouvrière russe semble sortir vainqueur du conflit qui l'oppose aux forces conservatrices ainsi qu'aux armées étrangères qui soutiennent ces dernières et qui ont envahi le pays. Ce sont surtout le mode d'organisation - en conseils ouvriers (soviets) - et les décisions prises par ces derniers qui attirent l'attention des militants ouvriers français et qui déclenchent des débats dans la SFIO.

Enfin, il convient de souligner, ici, qu'en termes sociologiques, en 1920, la classe ouvrière française n'est pas numériquement majoritaire et qu'elle est encore devancée par la paysannerie que, localement, elle peut encore largement côtoyer, l'émigration rurale n'évoluant que lentement. À bien des égards, les intérêts économiques et sociaux de ces populations se confondent. Une alliance politique est possible et elle trouve un parti politique, la SFIO, où elle peut s'exprimer dans certaines régions du pays.

	en 1906	en 1931
secteur primaire	43 %	36 %
secteur secondaire	30 %	34 %
secteur tertiaire	27 %	30 %

Évolution de la population active, en France de 1906 à 1931, en pourcentage<sup>7</sup>

<sup>3</sup> Cf. Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT*, Bruxelles, Complexe, 1995, p. 102. Certains historiens considèrent ce nombre sous-estimé.

<sup>4</sup> La veuve de Jaurès est condamnée à rembourser les dépens du procès.

<sup>5</sup> Cf. *Ibid.* p. 106

<sup>6</sup> Ce jugement ne sera jamais appliqué. Cf. *Ibid.* p.109

<sup>7</sup> Cf. Jean-Jacques Becker, Serge Berstein, *Victoire et frustrations*, op.cit. p. 209

## La direction de la SFIO contestée et le congrès de Tours

Comme pour les différents syndicats ouvriers<sup>8</sup> français qui s'unissent, en 1895, dans la Confédération générale du travail (CGT), les partis ouvriers y sont parvenus en fusionnant dans la fondation de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), depuis 1905. À cette date, elle représente un mouvement politique qui pèse sur la représentation nationale, même si le nouveau parti refuse toute compromission gouvernementale avec des partis bourgeois, jusqu'en 1914. L'assassinat de Jaurès, le 31 juillet 1914, et la débandade des dirigeants de la Seconde Internationale devant l'impossibilité de trouver une réponse commune aux ultimatums que se lancent les dirigeants des différents impérialismes européens, laissent la place au terrible engrenage belliqueux que la politique des alliances a généré. Se réfugiant derrière le motif de l'agression étrangère qui menace l'indépendance nationale, les socialistes européens, loin d'en appeler à la fraternité internationale constitutive des programmes socialistes, votent les crédits de guerre de leurs gouvernements respectifs, à quelques exceptions près<sup>9</sup>. Contrairement à ce que la propagande nationaliste a tenté de faire croire, il n'y eut que quelques manifestations marginales pour l'entrée en guerre. C'est plutôt la surprise, voire la nécessité de se défendre contre une agression que leur pays n'avait pas provoquée qui domine parmi les mobilisés. Désorientés par leurs chefs syndicaux qui appellent à « l'Union sacrée », sur la tombe de Jaurès, on leur vend ce conflit comme une expédition militaire de courte durée qui ne peut aboutir qu'au respect du droit des peuples à leur sécurité et à leur indépendance. Pourtant, le conflit s'enlise et, avec lui, la politique de l'Union sacrée qui profite aux forces conservatrices. Ces dernières en profitent pour réintroduire dans le jeu politique les catholiques, en



autorisant le retour des congrégations au nom de l'Unité nationale. C'est la reconnaissance du Vatican comme État indépendant qui se prépare et aura lieu en 1920<sup>10</sup>. En 1917, devant les massacres que provoquent des offensives insensées, des soldats se révoltent et refusent d'obéir. La répression de l'état-major est féroce et les meneurs (ou pré-

sumés tels) sont emprisonnés ou fusillés « pour l'exemple », sans la moindre protestation des ministres socialistes. Ceux-ci ne soutiennent pas les initiatives tendant à rétablir des contacts diplomatiques entre belligérants pour tenter d'établir un arrêt du conflit et, au contraire, condamnent les participants socialistes français aux conférences de Zimmerwald (1915) et Kienthal (1916). Les conditions de travail des ouvriers se dégradent, en transformant les modes de production qui deviennent de plus en plus durs, dans les usines réorganisées pour une production de guerre et de masse. Si le ministre socialiste Albert Thomas (1878-1932) augmente le salaire des ouvriers des arsenaux militaires, le patronat, avec la complicité du gouvernement, se sert de l'appel à la main d'œuvre féminine pour verser des salaires insuffisants au maintien du niveau de vie d'avant 1914. Devant l'intransigeance patronale, les quelques concessions sociales obtenues (la journée de 8 heures, les conventions collectives) entrent difficilement dans les faits et ne concernent que la moitié des ouvriers en 1924. Il faut attendre 1929 pour que l'application se généralise<sup>11</sup>. En outre ce seront les seules concessions obtenues jusqu'au Front populaire. Enfin, si sur le front occidental, la paix est revenue, sur le front oriental, la France participe au soutien des armées blanches en Russie et conseille l'armée polonaise face à l'Armée rouge. Cette politique qui amène la marine française à devoir intervenir contre

<sup>8</sup> Et les bourses du travail

<sup>9</sup> Karl Liebknecht, comme son père, Wilhelm, en 1870, fut le seul député allemand à refuser de voter les crédits de guerre. Les groupes de députés sociaux-démocrates russes, bulgares et serbes ont aussi refusé de les voter Cf. Louis Mexandeau, Histoire du parti socialiste, Paris, Taillandier, 2005, p.122.

<sup>10</sup> Débattue à la Chambre en novembre 1920, elle est effective le 16 mai 1921 avec l'envoi d'un ambassadeur au Vatican (Cf. Jean-Jacques Becker, Serge Bernstein, *Victoire et frustrations*, op.cit. p. 428-429)

<sup>11</sup> Cf. Nicolas Beaupré, *Les grandes guerres*, Paris, Belin, 2014, p. 296

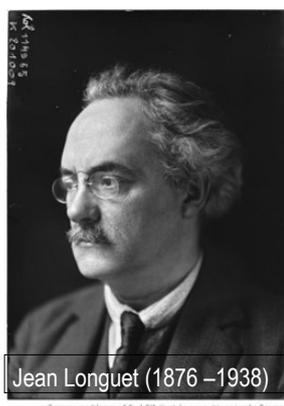
les soviets, en Crimée, provoque un soulèvement d'une partie de la marine française, en mer Noire, à l'appel d'André Marty (1856-1956) qui refuse de le faire (16-19 mars 1919). Craignant une extension de la révolte, le gouvernement français, sous la pression de l'opinion publique qui s'oppose à toute prolongation des combats, retire sa flotte de la mer Noire. La démobilisation du contingent, qui se faisait très lentement, est accélérée, au moins pour les troupes du front occidental<sup>12</sup>.

Néanmoins, la paix revenue, les élections peuvent se tenir. La guerre avait éteint la vie politique. Les partis de droite n'en ont aucune et ce sont leurs élus et leurs dirigeants qui la mènent. Seuls le parti radical et le parti socialiste reconstruisent difficilement leur appareil, à partir de la fin de 1915 et y organisent un début de vie démocratique. En 1917, le bilan politique économique et social de l'Union sacrée est clairement en défaveur des militants et de l'électorat de la SFIO qui supportent l'essentiel de « l'effort de guerre ». Aussi, dès 1918, il se dégage une opposition au sein de cette dernière, sous la direction de Jean Longuet, qui parvient à prendre le contrôle du parti et exige la rupture de l'Union sacrée et le retrait des ministres socialistes du gouvernement<sup>13</sup>. La division s'installe dans la SFIO. Pour autant, le parti bénéficie de la mobilisation sociale que nous avons vue se développer et qui lui profite en termes d'effectifs nouveaux importants : ils passent de 93 000 adhérents, en 1914, à 180 000, en 1920. C'est pourquoi à la veille des élections législatives de novembre 1919, il peut espérer un bon résultat qui lui permettrait au moins de peser sur la vie politique nationale. Il n'en est rien. S'il améliore son score en voix par rapport à 1914 avec plus de 300 000 voix supplémentaires, il se traduit par une perte de 34 députés (soit près du tiers) et seulement 68 députés élus. Le mode de scrutin qu'il a accepté, a facilité ce résultat<sup>14</sup>. Certes la campagne de la droite (Bloc

national) a été très dure, désignant la SFIO comme le représentant politique du « bolchevisme », en France<sup>15</sup>. Mais surtout la défiance des militants et électeurs SFIO envers les élus du parti qui ont participé à l'Union sacrée (et voudraient la prolonger) a provoqué la chute de certains d'entre eux, comme Renaudel et Longuet<sup>16</sup>. C'est donc un échec pour la SFIO, avant celui, définitif, des syndicats que nous avons mentionné plus avant.

Les militants en attribuent la raison à la politique de l'Union sacrée qui a largement servi les intérêts électoraux et politiques du Bloc national. Aussi, l'opposition qui s'était emparée de la direction du parti en 1918, se trouve renforcée au congrès de Paris (avril 1919). Elle réussit à empêcher le renouvellement de l'adhésion à la Seconde Internationale et décide de s'informer sur la III<sup>ème</sup> Internationale qui vient de se fonder à Moscou (mars 1919). Pour ce faire, elle délègue Marcel Cachin (1869-1958) et Louis Oscar Frossard (1889-1941) pour qu'ils prennent contact avec ses dirigeants, en mai 1920. C'est le moment où l'Armée rouge réussit à desserrer l'étau des armées blanches et étrangères. Le retentissement de ce succès rend crédible la possibilité d'un succès du pouvoir ouvrier des soviets qui proposent de l'étendre au monde entier. C'est pourquoi le prolétariat français regarde avec sympathie cette expérience qui montre qu'il y avait une autre voie que l'Union sacrée et la boucherie qui l'a suivie. Les deux émissaires français arrivent à Moscou en plein congrès de l'Internationale communiste où ils rencontrent des militants français qui, avec leurs petites organisations (Comité pour l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, etc.), l'ont déjà rejointe. Les deux délégués de la SFIO pensent que les conditions qu'on leur impose – qui passent de 9 à 21<sup>17</sup> – ne semblent pas insurmontables et entendent pouvoir les négocier. À leur retour en France, la situation dans la

Louis O. Frossard (1889 - 1941)



Jean Longuet (1876 -1938)

Source gallica.cnfr / Bibliothèque nationale de France

<sup>12</sup> Certaines troupes du front d'Orient resteront mobilisées jusqu'en 1921.

<sup>13</sup> Tous n'obéissent pas comme Fernand Bouisson (1874-1959) et Adéodat Compère-Morel (1872-1941). Cf. Jean-Jacques Becker, Serge Berstein, *Victoire et frustrations*, op.cit. p.186. D'autres sortent du parti pour en rejoindre un autre, le Parti républicain socialiste.

<sup>14</sup> Pour se débarrasser du scrutin de circonscription et obtenir un scrutin proportionnel de liste. Mais le Bloc national y ajoute la possibilité pour une liste de circonscription qui a la majorité absolue des voix d'obtenir tous les mandats de cette circonscription. Cf. Jean-Jacques Becker, Serge Berstein, *Victoire et frustrations*, op.cit., p.341

<sup>15</sup> C'est de cette campagne électorale que date la caricature du moujik, couteau entre les dents, représentant les électeurs SFIO. <https://fr.wikipedia.org>.

<sup>16</sup> Cf. Georges Lefranc, « Le socialisme français », op.cit. p. 341

<sup>17</sup> Cf. Philippe Robrieux *Histoire intérieure du parti communiste (1920-1945)*, tome 1, p. 555-566 Paris, Fayard, 1980

SFIO est marquée par une division du parti en quatre tendances :

- à droite, ses chefs (Blum, Bracke, Sembat) préviennent qu'ils ne resteront pas dans un parti qui accepterait les 21 conditions
- au centre droit (Longuet et Faure), refus de l'adhésion mais certains pensent que leurs troupes pourraient les infléchir.
- à gauche, (derrière Cachin et Frossard), adhésion avec des négociations sur certaines conditions, notamment l'exigence d'exclusion de certains dirigeants compromis dans la participation à des gouvernements bourgeois de l'Union sacrée, comme Longuet (nommément désigné).
- à l'extrême gauche (Leroy) adhésion immédiate et sans condition

La vague d'adhésions qui a touché le parti est essentiellement constituée de jeunes, anciens combattants des classes d'incorporation de 1916 à 1918 qui comportent des ouvriers, certes, mais aussi de jeunes paysans qui ont eu l'expérience du feu, de la solidarité des combattants et qui ont été sensibilisés aux théories pacifistes et socialistes. Ce sont eux qui réclament le plus la rupture avec les dirigeants modérés qui se sont ralliés aux gouvernements bourgeois et bellicistes. La naissance de l'URSS<sup>18</sup>, qui triomphe de la réaction blanche, leur est une promesse du possible. Déjà, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, des conseils ouvriers s'emparent du pouvoir et chassent les aristocraties en place, comme en Russie. C'est pourquoi ils entendent se rallier à cette dernière et la défendre. Le meilleur moyen semble être l'adhésion à son Internationale. Si ce ralliement semble tardif – la révolution russe a plus de trois ans en 1920 - il est rapide et massif à la base de la SFIO. Cachin et Frossard le sentent bien quand ils font leur tour de France des sections socialistes pour le congrès de Tours, qui a été convoqué, pendant le congrès de Strasbourg (25-29 février 1920), et plaident pour l'adhésion. Le résultat des votes



Léon Blum (1872 - 1950)

dans les sections est sans appel : l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale est largement acquise avec 2 916 mandats contre 1 228. Le congrès de Tours qui a lieu du 24 au 30 décembre 1920, n'a plus qu'à en discuter les modalités. Pour ce faire, la nouvelle majorité bouleverse l'ordre du jour d'un congrès traditionnel de la SFIO, en donnant la parole aux représentants des fédérations départementales, en lieu et place des rapports de congrès qui font la place belle aux ténors des différentes tendances.

D'autant que les chefs de la majorité, Boris Souvarine (1895-1984), Fernand Loriot (1870-1932) ou Pierre Monatte (1881-1960) sont en prison à cause de la répression gouvernementale qui a suivi les mouvements sociaux du printemps 1920. Dans la discussion qui intervient avant le vote des motions en présence, l'intervention qui marque ce congrès est celle de Léon Blum (1872-1950) qui commence à cette occasion sa carrière d'homme politique. Grand admirateur de Jean Jaurès, il rappelle l'ardente nécessité de l'unité de la classe ou-



Clara Zetkin (1857-1933)

rière française que doit incarner la SFIO. Adhérer à la nouvelle internationale, émanation du seul parti bolchevique et accepter, totalement les 21 conditions qui en découlent, ne sera pas tolérable pour l'ensemble du prolétariat français. Nombre de ceux qui ont voté pour l'adhésion ne tarderont pas à rejoindre la SFIO, la « Vieille maison », quand ils se seront aperçus que

la démocratie bolchevique ne sera pas celle du parti français qui préfère la « synthèse » pratiquée par Jaurès au lieu de la division et de l'anathème. Ils comprendront que les formes qui ont prévalu dans la révolution russe ne peuvent être celles de la France.

La première surprise du congrès intervient, après la revue des différentes sections, avec la montée à la tribune de Clara Zetkin (1857-1933), déléguée du Komintern, entrée en France clandestinement, pour exhorter de façon émouvante, les délégués au congrès à voter l'adhésion à son organisation. Cette première intervention inattendue est suivie, le 28 décembre, d'un télégramme du comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale signé par tous ses

<sup>18</sup> Qui a mis en application le décret de l'attribution « des terres à ceux qui la travaillent »



membres<sup>19</sup>, tout aussi étonnant. Il intime l'ordre aux membres du congrès, favorables à l'adhésion à l'Internationale communiste, de se défaire des dirigeants qui ont soutenu l'Union sacrée, en citant particulièrement Longuet pour la France. Cette injonction sème le trouble dans le congrès mais sans conséquence car les décisions principales ont déjà été votées<sup>20</sup>. En particulier, celle de l'adhésion à l'IC a donné les résultats suivants :

#### Vote sur l'adhésion à l'Internationale communiste<sup>21</sup>

Motion	Nombre de mandats
Pour la III <sup>e</sup> Internationale (Loriot, Souvarine, Cachin, Frossard)	3 208
Pour la reconstruction de l'Internationale (Longuet, Paul Faure)	1 022
Abstention (Blum, Bracke)	397
Motion Présemagne <sup>22</sup>	60
Amendement Leroy <sup>23</sup>	44
Absents	32

Mais le « télégramme de Zinoviev » peut semer de l'inquiétude dans les rangs des militants peu expérimentés

<sup>19</sup> Connu sous l'appellation de télégramme de Zinoviev, son président. *Ibid. op.cit.* p. 348

<sup>20</sup> Jean Longuet (1876-1938), qui fut l'un des premiers socialistes français à soutenir l'Union sacrée, avait voté contre l'adhésion à l'IC, la veille.

<sup>21</sup> Cf. *Ibid. op.cit.* p.349

qui risquent d'être confrontés à une scission du parti qu'ils ne comprendraient pas. Mistral présente une motion préalable au vote de l'adhésion à l'IC en assurant que la finalité des résolutions de ce congrès sera de « maintenir intacte l'unité actuelle du parti ». Aussi, Cachin et Frossard, tiennent à préciser qu'ils sont opposés à tout recul sur cette question de l'adhésion à l'IC et font voter une motion, présentée par Daniel Renoult (1880-1958), en ce sens<sup>24</sup>. Celle-ci n'a aucun mal à s'assurer la grande majorité du congrès : 3 247 voix, contre la motion Mistral qui recueille seulement 1 398 voix. Mais les minoritaires n'ont pas attendu la fin du vote pour annoncer leur départ du parti et convoquer une réunion, dans une autre salle de Tours, pour proclamer la fondation de la SFIO « maintenue ». La majorité convoque, aussitôt, ses partisans à prolonger le congrès le lendemain pour organiser le nouveau Parti socialiste, section française de l'Internationale communiste (SFIC). Il deviendra le Parti communiste (PC-SFIC), un an plus tard. Ainsi s'achève la période d'unité politique du mouvement ouvrier français.

<sup>22</sup> Cette motion juge toute décision d'adhésion, à une quelconque Internationale, impossible tant que chaque tendance n'aura pas annoncé sur quel programme.

<sup>23</sup> L'amendement Leroy (connu aussi sous le nom d'amendement Heine) préconise une adhésion immédiate et sans condition à l'IC

<sup>24</sup> Cf. Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste 1920-1945*, tome 1, Paris, Fayard, 1980, p.24

## Une division durable

Si le nouveau parti ouvrier français emporte la majorité des militants du parti, les partisans de la SFIO gardent la plupart de leurs anciens cadres et la majorité des parlementaires. Ces derniers vont grandement contribuer à garder les structures du « vieux » parti et le contrôle des fédérations dont les plus puissantes (Nord, Pas-de-Calais, Région parisienne, Haute-Vienne) leur restent fidèles. Mais surtout, il conserve la majorité de son électorat et de ses élus.

Le nouveau parti peut s'appuyer sur une base restreinte de militants – le parti passe de 178 372 militants au 1<sup>er</sup> octobre 1920 à 130 391 au 1<sup>er</sup> octobre 1921<sup>25</sup> - jeunes, enthousiastes mais totalement inexpérimentés qui se heurtent à une direction « centriste » très divisée qui ne tarde pas à entrer en conflit avec la direction de l'Internationale communiste. Celle-ci subit plusieurs échecs en Europe centrale où les mouvements d'insurrection communistes sont écrasés en Allemagne, Hongrie et Pologne. Les événements de Cronstadt suivis de la mise en place de la NEP (Nouvelle économie politique ) obligent

le pouvoir soviétique à se reconcentrer sur ce qu'il a conquis et à le consolider. L'extension de sa révolution n'est plus à l'ordre du jour. D'autant que la rupture avec les tenants de la reconstruction de la II<sup>e</sup> Internationale ouvrière a fermé toute perspective de réunification du mouvement ouvrier en Europe.

Au demeurant, en France, la scission politique du mouvement ouvrier est suivie de celle du mouvement syndical. Les partisans communistes sont probablement majoritaires<sup>26</sup>. Cependant, les instances dirigeantes de la CGT refusant de convoquer un nouveau congrès après avoir exclu une partie des adhérents sympathisants de l'IC, elles gardent le contrôle de la centrale syndicale, obligeant les dirigeants syndicaux favorables à l'IC, à la scission. Ces derniers fondent, à partir de 1921, une nouvelle centrale syndicale, la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), qui reste minoritaire. Corollaire de toute scission ouvrière, les effectifs des deux centrales diminuent grandement et durablement.

## Conclusion

Ainsi s'achève, la première période, de courte durée (1905-1920), où le mouvement ouvrier français connut l'unité politique et syndicale. Les promesses qu'elle avait pu susciter sombrèrent, avec le premier conflit mondial. Celui-ci n'avait pas fini d'avoir des répercussions néfastes sur la vie des ouvriers et paysans et de leurs organisations syndicales et politiques, en France, en Europe et dans le Monde. Il faudra plus de quinze ans pour reconstruire l'unité syndicale en France. Quant à l'unité politique des ouvriers français, fracturée par l'impact de la révolution russe, elle reste, encore aujourd'hui à reconstruire. Elle n'en constitue pas moins une nécessité pour pouvoir peser effectivement sur la vie de la politique du pays.

<sup>25</sup> Cf. Georges Lefranc, « Le socialisme français », *op.cit.* p.354

<sup>26</sup> Cf. Jean-Jacques Becker, Serge Bernstein, *Victoire et frustrations*, *op.cit.* p. 209